

# Pourquoi adhère-t-on aux ESU au début des années soixante ?

Par Christian Barrère

Au-delà des problèmes organisationnels liés aux difficultés à faire cohabiter des groupes issus d'organisations différentes et porteuses d'habitudes de fonctionnement diversifiées ainsi qu'aux déstabilisations qu'exercent les multiples et répétées opérations d'entrismes de divers groupes généralement trotskistes, comment rendre compte, y compris malgré les difficultés précitées, de la persistance d'un intérêt militant pour les ESU ? En bref, pourquoi adhère-t-on et continue-t-on à adhérer aux ESU dans la période 1960-1964 ? En n'oubliant pas qu'on n'adhère pas aux ESU mais au PSU, les ESU n'étant que les sections du PSU en milieu étudiant.

## 1 Des raisons idéologiques

La génération étudiante du début des années soixante est née à la fin de la Seconde guerre mondiale ou peu après. Elle a reçu dans son éducation l'histoire, même sommaire, de la Résistance et de la collaboration, donc de l'importance du champ politique et de ses enjeux, politiques mais aussi moraux. Elle sait que la bourgeoisie peut préférer ses affaires à la prise de risques quitte à sacrifier sa moralité. Elle sait ce qu'a pu signifier la barbarie nazie et qu'il est des circonstances dans lesquelles demeurer un homme exige d'être rebelle. *Nuit et brouillard* a marqué son imaginaire. Un souvenir maintenu et reproduit par la persistance de régimes fascistes : l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar ne sont pas loin de la France et l'on sait qu'on y torture et qu'on y garrotte (en 1963, le communiste Julian Grimau est fusillé, les anarchistes Francisco Granados et Joaquin Delgado sont garrotés et Léo Ferré chante *Franco la muerte*).

C'est dans ce contexte qu'arrivent les échos des luttes d'émancipation nationale. En premier lieu, ceux de la torture pratiquée en Algérie comme politique d'État, avec le soutien ou, pour le moins, la complicité de la SFIO de Guy Mollet, mais aussi les multiples signes, souvent sanglants, d'un mouvement général qui embrase la planète, de l'Amérique latine de Fidel et du Che, de Camilo Torres et des Tupamaros à l'Afrique, au Moyen Orient et jusqu'au Vietnam de Giap et Ho Chi Minh. La conférence de Bandoeng en 1955 marque l'essor d'un mouvement des non-alignés qui, anti-impérialiste, ne se reconnaît pourtant pas dans un camp socialiste qui commence à se craqueler comme en attestent l'insurrection ouvrière de 1953 à Berlin-Est, les « événements » de Hongrie de 1956, les « déviations » titistes, puis albanaises et, finalement, le conflit sino-soviétique.

La tradition catholique de gauche est demeurée vivace en France et se trouve revigorée par le remplacement en 1958 du très réactionnaire Pie XII par Jean XXIII et l'ouverture de l'Église aux mouvements sociaux comme aux peuples du Tiers Monde (c'est l'heure de gloire de la théologie de la Libération en Amérique latine). L'investissement chrétien dans les luttes sociales, concrétisé notamment par l'expérience des prêtres-ouvriers et de la Mission de France, par l'action syndicale menée par les membres de l'A.C.O (Action Catholique Ouvrière) et de la J.O.C (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), en particulier au sein de la CFTC, ou par les jeunes catholiques dans le syndicalisme paysan, en est réhabilité et encouragé. La grande grève des mineurs de 1963 révèle que, malgré la croissance économique, la classe ouvrière reste menacée dans son emploi et dans ses conditions de vie et que le combat est mené par un large front reflétant la diversité sociologique et idéologique de la classe ouvrière, donnant toute sa place à sa composante chrétienne.

La génération du baby-boom de l'après-guerre, qui naît en politique au début des années 60, se constitue effectivement en génération, confrontée à toute une série de problèmes communs, même si les différenciations sociales sont loin d'avoir disparu. Le critère de l'âge devient déterminant et entraîne une similitude de goûts culturels –musique, films, mode, type de consommation... -, de problèmes de dialogue intergénérationnel, avec de fortes revendications d'autonomie par rapport à l'autorité familiale et aux normes morales traditionnelles (notamment sexuelles) dans un contexte de forte croissance des formes de socialisation hors famille (dans la formation rôle croissant de l'école, du lycée et de l'université qui donnent aux jeunes des connaissances que n'ont souvent pas acquises leurs parents, développement des médias qui s'adressent à des segments définis de population, notamment en termes de classes d'âge, autonomie par rapport à la famille liée à la distanciation géographique, conséquence des poursuites d'études,...). L'effet générationnel se manifeste dans la crise de la plupart des mouvements de jeunesse des grandes organisations traditionnelles (crises de l'Union des Étudiants Communistes, de la Jeunesse Étudiante Chrétienne (J.E.C), des jeunesses socialistes...).

## 2 Des raisons politiques

Dans le contexte idéologique précité l'offre politique en direction de la jeunesse et, particulièrement, de la jeunesse intellectuelle est fort limitée. Il y a un parti socialiste totalement discrédité, la SFIO, qui compte en ses rangs Max Lejeune et Robert Lacoste, complices, voire coorganisateur honteux de la torture en Algérie. Un parti dirigé par Guy Mollet, un bureaucrate médiocre symbole de la politicaillerie et de l'inefficacité. La SFIO ne peut se prévaloir d'aucun succès, ni politique ni social<sup>1</sup>. Les compromis sociaux relèvent des négociations collectives entre le CNPF et les syndicats ouvriers ou entre les administrations étatiques et les syndicats de fonctionnaires. Dans sa politique algérienne, la SFIO a soutenu et organisé la guerre en Algérie, se trouvant toujours à la traîne de la droite Algérie française, sous la pression des factieux auxquels elle a toujours cédé. Sa politique internationale est marquée par la compromission permanente avec les administrations américaines. Et, quand Pierre Mendès France, pourtant proche du réformisme modéré, a soulevé des espoirs et commencé à mettre en œuvre quelques changements, elle n'a eu de cesse de torpiller son activité.

Le Parti Communiste, lui non plus, n'a guère de force d'attraction. Il continue à soutenir fidèlement la politique soviétique, alors que les choix de l'URSS paraissent de plus en plus guidés par de purs intérêts d'État. La persistance des insurrections et mouvements anti-autoritaires (Berlin-Est, Budapest, Pologne...) manifeste que le socialisme soviétique n'a rien de libérateur et le modèle soviétique est de plus en plus déconsidéré. Plus personne ne croit que la RDA est un charmant petit pays où il fait bon vivre et qui s'est trouvé obligé de se défendre de la gangrène capitaliste en érigeant une barrière de protection (le mur de Berlin est édifié le 12 août 1961). Le fonctionnement même du parti communiste français s'organise toujours autour d'un unanimité de façade, alors que l'on sait indirectement qu'il y a des désaccords et que la direction du PCF recourt régulièrement à des exclusions, des rétrogradations ou des sanctions. Le centralisme démocratique paraît s'opposer frontalement au désir de débat, de démocratie, d'autonomie, de liberté qui parcourt une partie de la jeunesse.

---

<sup>1</sup> La mise en place de la troisième semaine de congés payés peut lui être imputée, mais résulte moins de la pression politique de la SFIO que du rapport de forces créé par les syndicats et constitué, dans une période de forte croissance économique, un bilan bien maigre.

Les groupes gauchistes sont paralysés par leurs incessantes luttes de tendances intestines ou ne sont que de micro-organisations néo-staliniennes, sans prise aucune sur le monde réel. Quant au pouvoir gaulliste, issu d'un coup d'État, il se caractérise par son conservatisme et son autoritarisme, que la grande grève des mineurs de 1963 vient rappeler avec éclat. Le gouvernement contrôle l'information, régit la télévision, interdit des films qui lui déplaisent (*La Religieuse*, le film de Jacques Rivette à partir de l'œuvre de Diderot sera interdit en 1966 parce qu'il aurait, dit-on, choqué tante Yvonne, Madame de Gaulle). Pendant la guerre d'Algérie, la presse est censurée (*L'Humanité*, *Libération*, *Combat*, *Le Monde*, *France-Observateur*,... paraissent régulièrement avec des pages caviardées par la censure gaulliste), l'édition est censurée (François Maspéro, courageux éditeur de gauche, voit une partie de ses nouveaux livres régulièrement saisis).

Il fallait donc des propositions nouvelles pour rompre avec la politique existante. Car le besoin d'action politique est bien présent. Il l'est pour lutter contre la politique algérienne de la IV<sup>ème</sup> République et des débuts de la V<sup>ème</sup> qui, au nom de la défense de l'Algérie française, envoie les jeunes du contingent participer à une sale guerre et isole, au plan international, la France dans le petit camp des pays les plus réactionnaires. Il l'est aussi, de plus en plus, pour remettre en cause les choix d'un État autoritaire qui tend à tout contrôler, décide de tout, y compris en matière économique (les Plans) et cela au bénéfice de la constitution de grands groupes industriels et financiers capables de soutenir la concurrence européenne, voire mondiale. Le monde étudiant a été particulièrement travaillé par les débats sur le politique et l'illusion de l'apolitisme. Au sein de l'UNEF, c'est contre les « Majos », se revendiquant de l'apolitisme, que les « Minos » l'ont emporté autour de l'idée que les revendications concrètes des étudiants ont des dimensions et des implications politiques qu'il faut assumer, sous peine de ne jamais peser sur le réel et que, notamment, leurs études ne peuvent se conclure sur la participation à la répression en Algérie. Le PSU existe donc au moins par défaut avec un visage de nouveauté qui tranche avec les vieilles formations décriées, et, s'il n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer (comme le disait Édouard Depreux). Mais il apporte aussi un projet novateur en proposant un socialisme qui rompt avec la trahison molletiste comme avec le stalinisme et s'inscrit dans les luttes de libération nationale de nombre de peuples. Parmi ses dirigeants, beaucoup méritent le respect parce qu'ils sont restés fidèles à leurs convictions et à une éthique rigoureuse, au détriment de leur carrière politique, et ont rompu avec les compromissions de la SFIO (Édouard Depreux) ou se sont battus pour le changement (Mendès, Tanguy Prigent, ...). Extérieur aux combinaisons d'appareils, il se bat d'abord sur des idées, dans la clarté.

### 3 Des raisons théoriques

Être insatisfait de la société française des années soixante et, notamment, de la place qui y est faite à la jeunesse intellectuelle, suppose de se référer à des grilles d'analyse théoriques capables d'éclairer l'action. Les propositions théoriques de la SFIO sont caractérisées avant tout par un abyssal vide théorique. Elle n'a aucune colonne vertébrale, est purement pragmatiste et tacticienne, ne cherchant qu'à obtenir des sièges et satisfaire ses réseaux d'intérêts. La SFIO n'a d'ailleurs pas d'intellectuels de renom et n'intervient jamais dans les débats intellectuels.

Le PC, au début des années 60, est encore englué dans un marxisme sommaire néo-stalinien. L'apport de Gramsci est refusé et considéré comme glissement social-démocrate ; le Parti communiste italien est soupçonné de faiblesse idéologique, perméable aux influences bourgeoises, alors que le PCF, comme fille aînée de l'Internationale, défend la rigueur théorique et les intérêts de la classe ouvrière. Le renouvellement qu'opérera la théorie du

capitalisme monopoliste d'État n'est pas encore fait et le PCF en 1959 affirme encore que « *le développement du capitalisme s'accompagne de la paupérisation relative et absolue du prolétariat* »<sup>2</sup>. Il refuse les moyens anticonceptionnels conçus comme arme de la bourgeoisie pour limiter la force de la population ouvrière. De plus, même s'il mobilise encore la classe ouvrière traditionnelle, celle des grandes concentrations ouvrières (les bataillons ouvriers de Renault Billancourt), il se trouve en difficulté face aux nouvelles fractions du salariat, soit plus qualifiées, soit au contraire en situation de précarité.

La droite n'a pas d'idéologie conquérante. Le néo-libéralisme ne s'est pas encore développé théoriquement. Le gaullisme apparaît, de plus en plus, comme une idéologie nationaliste, étroite, conservatrice, axée sur la gloire passée de la France et la défense de son ancienne position dans le monde. L'anti-américanisme de de Gaulle paraît, en France, circonstanciel et relevant du chauvinisme national (même si, au plan international, les forces en lutte contre l'impérialisme américain, chercheront à s'appuyer dessus), alors que le PSU peut affirmer sa solidarité avec les mouvements de libération nationale, les non-alignés, les tentatives yougoslaves d'ouvrir de nouvelles voies au socialisme.

Certes, le PSU ne propose pas une théorie constituée renouvelant le marxisme et la social-démocratie mais il permet toutes les recherches, tous les débats et s'efforce d'en repérer les conséquences politiques. Insatisfait du marxisme de catéchisme, il cherche à le renouveler en lui intégrant le travail scientifique des chercheurs et le savoir empirique et théorique des responsables ouvriers ou paysans et des acteurs sociaux de base. Des intellectuels de qualité (Pierre Naville, Serge Mallet, Pierre Belleville, Manuel Bridier, Jean-Marie Vincent, Gilles Martinet, Claude Bourdet ...) interviennent dans ses débats et lient pratique théorique et pratique politique. Pour lui, tous les travaux « progressistes » méritent discussion, ceux de Charles Bettelheim, de Maurice Godelier, d'Henri Lefebvre ou de Jean-Paul Sartre et de l'équipe des *Temps Modernes*, de la sociologie du travail et des mouvements sociaux, mais aussi de Frantz Fanon, d'Aimé Césaire ou des Black Panthers.

#### 4 Les mutations de l'université

Une génération accède en nombre beaucoup plus important à l'université. Une génération plus nombreuse (le baby-boom qui succède aux classes creuses de la période de guerre) et une démocratisation relative de l'accès liée à l'augmentation des niveaux de vie et aux nouvelles exigences de qualification professionnelle et de promotion sociale.

Lors de la rentrée 1963, à la faculté de droit et des sciences économiques de Paris, l'amphi qui venait d'être terminé, avec une capacité de 1000 places, se révèle trop petit pour accueillir plus de 3000 étudiants inscrits. Pendant un mois, les étudiants doivent arriver une heure à l'avance avant le début des cours pour espérer une place, éventuellement dans les escaliers de l'amphi, jusqu'à ce que la direction de l'université en arrive à dédoubler les cours. Et le professeur Maurice Duverger se taille un franc succès quand il explique que la statistique a la vertu de permettre la prévision et qu'il est assez facile de prévoir vingt ans à l'avance combien d'étudiants se présenteront à l'université. L'année suivante, c'est un amphi de 3000 places qui est inauguré.

On imagine l'aberration de la pédagogie qui en résulte. Dans l'amphi 3000 (qui devra être redécoupé un peu plus tard), c'est un professeur installé sur un perchoir, coupé des étudiants par une fosse, qui annonce un cours que les étudiants recopient en baillant. Les TD

---

<sup>2</sup> Manuel des écoles élémentaires du PCF, 1959.

sont partout surchargés, les chambres universitaires inexistantes, les bibliothèques universitaires inaccessibles, ... L'Université traditionnelle entre donc en crise, ce qui contribue à mobiliser les étudiants. Le pouvoir appartient entièrement aux « mandarins », les autres enseignants devant faire preuve de respect et de zèle sous risque de voir leur carrière compromise, les étudiants n'ont qu'à subir. Aucun dialogue n'existe, aucun débat sur le contenu des formations, le contenu idéologique des connaissances transmises, les méthodes pédagogiques.

Parmi les organisations politiques présentes à l'université (et dans les grandes écoles) le PSU est l'un des rares<sup>3</sup>, peut-être le seul, à prendre réellement en compte les revendications qui portent sur les conditions de travail et de vie des étudiants, revendications portées en même temps par le syndicalisme étudiant. C'est ce qui expliquera le lien étroit entre UNEF et ESU. Les autres groupes politiques négligent au fond ces revendications, dont le seul intérêt pour eux est purement tactique : permettre de recruter de futurs membres dont l'action doit porter sur une politique qui serait « noble », à savoir la lutte anti-impérialiste et/ou anti-capitaliste, et non sur la relation université-société ou le statut du « jeune travailleur intellectuel » considéré comme corporatiste (cf. plus loin, dans cet ouvrage, l'évocation des débats sur l'allocation d'études sur critères universitaires).

### 5 Le besoin d'organisation

Pour qui veut se battre pour l'émancipation des peuples colonisés, contre l'impérialisme ou, simplement, manifester contre l'autoritarisme gaulliste, la nécessité de l'organisation apparaît rapidement. La police est organisée, les mouvements d'extrême droite sont structurés, des connivences entre eux existent fréquemment, à l'heure de l'OAS et des barbouzes. Les manifestations contre la guerre d'Algérie sont réprimées brutalement, les manifestants embarqués par la police, il faut donc déjouer la surveillance policière. Rapidement, elles s'organisent, avec des rendez-vous intermédiaires, des cibles désignées au dernier moment, pour éviter que la police n'intervienne trop vite. Des mesures de précaution doivent être déployées, d'autant que les risques encourus ne sont pas négligeables. De nombreux jeunes militants, particulièrement les étudiants, arrêtés par la police, se voient résilier leur sursis et affectés prioritairement dans des bataillons où les attendent des gradés marqués par l'autoritarisme en vogue à droite. Il faudra donc perfectionner les formes d'organisation et, pour cela, entrer dans des collectifs dont on respectera la discipline. L'adhésion à une structure politique devient, dès lors, la condition d'une action efficace. Pas de participation à une action sans partir avec en poche ou appris par cœur le numéro de téléphone des maîtres avocats que sont Henri Leclerc ou Pierre Stibbe.

Il faut aussi s'organiser contre les groupes d'extrême droite. Impossible de distribuer un tract dans certaines facultés sans penser à la protection des distributeurs contre les attaques fascistes de la mouvance extrémiste, Occident, Jeune Nation, GUD, ... L'expérience des comités antifascistes (comités lycéens, Front Universitaire Antifasciste, ...) montre qu'il faut une solide organisation, une connaissance mutuelle des militants, seule susceptible de créer la confiance.

Si les raisons d'adhérer au mouvement nouveau que constitue le PSU sont nombreuses et fortes, la demande qui s'adresse ainsi à l'organisation est, elle aussi, multiforme et complexe. Le PSU, et en son sein les ESU, seront-ils capables de construire un mouvement

---

<sup>3</sup> L'intervention de l'Union des Étudiants Communistes, bien que réelle est restée mesurée dans l'UNEF, jusqu'à la création de l'UNEF Renouveau, après la normalisation opérée par la direction du PC et l'élimination des fractions « italienne », trotskiste et maoïste.

politique prenant en compte les différents enjeux politiques, économiques, sociaux, culturels et internationaux de l'époque ? Pourront-ils proposer une alternative crédible aux modèles de la gauche traditionnelle ? Un mode de fonctionnement innovant ? Pourront-ils peser sur le déroulement de l'histoire ? Tel était l'enjeu, considérable, on le voit.